



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52620

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

STEFAN MARTENS

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE ET DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE APRÈS 1945. QUELQUES REMARQUES CONCERNANT DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Les événements qui se sont déroulés en Europe centrale en 1945 ont marqué une époque entière. Quand, le 7 mai, au quartier général du Général Eisenhower à Reims, et, deux jours plus tard une deuxième fois près de Berlin, à Karlshorst, les représentants allemands signèrent la capitulation formelle du Troisième Reich¹, ce fut non seulement l'écrasement du régime nazi mais aussi la disparition de l'Etat allemand. La deuxième guerre mondiale s'acheva par une destruction presque totale du pays. Cette époque-là fut vécue par les gens comme un moment de débâcle, où il n'y avait plus d'ordre, des difficultés pour survivre, bref le désastre. Rétrospectivement, on désigne ce moment »die Stunde Null« (l'année zéro), mais le moins que l'on puisse dire aujourd'hui – quarante ans après – c'est que cette fameuse »Stunde Null« n'a jamais existé en réalité.

Cette conclusion est l'aboutissement commun à plusieurs études récentes d'historiens allemands. Jusqu'au début des années soixante-dix et parfois même aujourd'hui la plupart des spécialistes de l'histoire contemporaine – en Allemagne surtout, mais aussi ailleurs – ont respecté la date du 8 mai 1945 comme un moment-clé qui indique aussi bien la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe que la limite définitive de leurs propres recherches. Surtout dans les années cinquante et soixante où l'on avait de bonnes raisons pour maintenir ce point de vue. D'une part, parce que la question primordiale était d'éclaircir la période d'entre les deux guerres et de trouver des explications au national-socialisme, d'autre part parce qu'il fallait trouver et étudier les différentes sources d'information. Après le procès de Nuremberg et la publication immédiate des actes du tribunal² émergèrent petit à petit des centaines de documents, dossiers officiels et témoignages, qu'il fallut examiner et vérifier.

Par cette démarche les historiens ont beaucoup contribué, peut-être involontairement, au redressement des sciences politiques en Allemagne, une discipline jusqu'à ce moment-là plutôt déconsidérée et méconnue. Il ne faut pas oublier qu'un bon nombre des meilleurs spécialistes du domaine avaient dû quitter le pays dès 1933³.

Nous n'avons pas l'intention de remettre en question la valeur des recherches effectuées par les politologues allemands depuis 1945. D'autant plus qu'à notre avis le livre de Wolf-Dieter Narr et de Dietrich Thränhardt⁴ illustre bien la variété des aspects et des résultats qu'offrent leurs études. L'ouvrage contient toute une série d'articles de 1945 à nos jours qui donnent des renseignements précieux sur les origines, l'évolution et les structures actuelles de la République fédérale d'Allemagne. Dans la première partie du livre, intitulée »Zur Konstituierung der

1 8 Mai 1945: La Victoire en Europe. Sous la direction de Maurice VAÏSSE. Actes du colloque internationale de Reims, 1985, Lyon (La Manufacture) 1985 (L'Histoire Partagée).

2 Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof. Nürnberg, 14. 11. 1945–1. 10. 1946, 42 Vols., Nürnberg 1947–1949.

3 Voir Horst MÖLLER, Exodus der Kultur. Schriftsteller, Wissenschaftler und Künstler in der Emigration nach 1933, München (C. H. Beck) 1984 (Beck'sche Schwarze Reihe 293), p. 92 ff.

4 Wolf-Dieter NARR/Dietrich THRÄNHARDT (Hg.), Die Bundesrepublik Deutschland. Entstehung, Entwicklung, Struktur, Königstein/Ts. (Athenäum) 1984².

Bundesrepublik Deutschland* ce sont les contributions de Leonard Krieger et de Lutz Niethammer qui retiennent le plus l'attention d'un point de vue historique. Dans son article qui date de 1949 Krieger décrit la situation de l'interrègne en Allemagne, c'est-à-dire du mars jusqu'en août 1945. Le témoignage d'un ex-officier des troupes américaines d'occupation rend bien compte de l'état d'esprit et de la situation difficile à laquelle ont été confrontés les Alliés immédiatement après l'invasion du territoire allemand. Niethammer évoque à la fois les limites et les possibilités de la politique américaine, notamment dans leur zone d'occupation, qui visait la réforme des services publics. Mais ces tentatives n'ont pas résisté à l'urgence du moment qui réclamait un système efficace.

Ce changement des priorités à la fin des années quarante ne fut pas seulement la conséquence du renversement du climat politique, c'est-à-dire les débuts de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Confrontés à la complexité des problèmes dans les différentes zones les Alliés ont jugé bon de laisser les Allemands trouver leurs solutions. Une conséquence de cette décision fut la création de la »Bizone« en 1947, la fusion entre la zone britannique et la zone américaine. La dernière étape commença le 1 avril 1949 avec le rattachement de la zone française, qui fut suivi par la fondation de la République fédérale d'Allemagne d'un côté et de la République démocratique allemande de l'autre.

D'un point de vue purement économique le bilan après six ans d'existence de la République fédérale était plus que positif, comme nous indique l'article de Henry C. Wallich, écrit en 1955. Mais, cela vaut-il également pour le système politique? C'est le sujet principal de la deuxième partie de cette publication, où l'on trouve des analyses concernant les relations entre le chancelier Adenauer et son propre parti, la CDU (A.J. Heidenheimer), le rôle du parlement dans la politique allemande (G. Loewenberg) et les problèmes du nouveau système économique, la soi-disante »Freie Marktwirtschaft« (A. Shonfield).

La troisième partie du livre de Narr et Thränhardt est consacrée à deux analyses concernant la politique agricole (A. Funk) et la santé publique (Ch. Helberger) qui soulignent les changements fondamentaux dans les deux secteurs survenus depuis l'avant-guerre. La quatrième et dernière partie est constituée d'informations supplémentaires, de statistiques et de diagrammes se référant à la situation actuelle de la République fédérale d'Allemagne et s'achève par une courte bibliographie à la fin du livre.

En ce qui concerne notre discussion initiale, cette présentation limitée de l'ouvrage de Narr et Thränhardt nous montre de nouveau deux différences essentielles entre les recherches des politologues et celles des historiens: Leurs méthodes ne sont pas les mêmes, pas plus que les questions qu'ils y posent et qui dirigent leurs travaux. Le problème fondamental est certainement la question des sources. La plupart des articles mentionnés ici sont des analyses issues de publications de la presse internationale, de renseignements personnels ou de documents officiels disponibles dont l'utilisation a été plus ou moins autorisée soit par le gouvernement, soit par les personnes concernées. Sous cet éclairage cette collection d'articles ressemble parfois à une sorte de bilan, même si les commentaires offerts par les éditeurs au début de chaque chapitre ne semblent guère à la hauteur de la recherche actuelle.

*

Est-il encore nécessaire de souligner que la situation a brusquement changé dans les années soixante-dix, époque où le public a, après trente ans, eu un droit de regard sur les documents politiques restés confidentiels? En France⁵ il fallait encore attendre jusqu'à 1979 pour

5 En France des conditions nouvelles ont été créées par la loi sur les archives du 3 janvier 1979 ainsi que par le décret d'application du 1^{er} décembre 1980, particulier au ministère des Relations Extérieures. Voir Ministère des Relations Extérieures, *Les Archives du Ministère des Relations Extérieures depuis les Origines. Histoire et Guide*, suivis d'une *Etude des Sources de l'Histoire des Affaires Etrangères dans les Dépôts Parisiens et Départementaux*. 2 Vols., Paris (Imprimerie Nationale) 1984-1985, ici tome I, p. 1.

l'ouverture des archives comme cela avait été le cas précédemment aux Etats Unis, en Grande Bretagne et en Allemagne fédérale. Après avoir travaillé au moins pendant trente ans sur l'époque de Weimar et le Troisième Reich, les historiens ont commencé de s'intéresser de plus en plus aux débuts de la deuxième république allemande. Les chercheurs qui se sont penchés sur les archives appartenaient à une nouvelle génération, celle qui avait été jeune lors des débuts de l'Allemagne fédérale. Entretemps, d'autres essayaient de dresser un premier bilan des événements qui se sont déroulés en Europe centrale de 1945 à nos jours.

En 1979 fut publié le livre d'Andreas Hillgruber »Europa in der Weltgeschichte der Nachkriegszeit 1945–1963«⁶. A l'époque ce fut le dernier volume d'une série intitulée »Oldenbourg Grundriß der Geschichte« servant avant tout d'instrument de travail aux étudiants comme aux professeurs; un moyen d'information et d'orientation. Divisé en trois parties dont la première est consacrée à la chronologie des événements les plus importants, la deuxième à une récapitulation des interprétations différentes à laquelle s'ajoute une vaste bibliographie constituant la troisième partie, chaque livre de cette série représente un manuel de haute qualité sur l'époque traitée. Même si le livre de Hillgruber ne concerne pas uniquement l'Allemagne il semble être indispensable pour tous ceux qui veulent commencer des recherches dans ce domaine. Pourtant, la maison d'édition a récemment annoncé qu'elle prépare actuellement deux volumes supplémentaires, l'un sur l'histoire de la République fédérale, l'autre sur l'histoire de la République démocratique allemande⁷.

La maison d'édition Oldenbourg n'était pas la seule à avoir l'idée d'élargir sa série de manuels d'histoire. Quatre ans après la parution du livre de Hillgruber, la maison d'édition Fischer publia deux nouveaux volumes de sa »Fischer Weltgeschichte«, qui comptait déjà trente-quatre volumes à ce moment-là. Un des deux volumes, le tome 35, fut consacré à l'histoire de l'Europe de 1945 à nos jours. Pour publier ce livre de 580 pages les éditeurs Wolfgang Benz et Hermann Graml ont essayé de rassembler plusieurs spécialistes afin qu'ils écrivent soit un résumé du développement de la situation politique, soit une analyse de la transformation du rôle des pays européens face à la nouvelle situation mondiale de l'après-guerre⁸.

Le résultat de ces efforts n'est pas toujours très convaincant, car il existe indiscutablement des différences considérables entre les six principaux chapitres de ce livre. La première partie, écrite par Wilfried Loth, examine les origines de la guerre froide. Comme dans son étude intitulée »Die Teilung der Welt 1941–1955«⁹, Loth résume brièvement les causes de la formation des deux blocs, en récapitulant sommairement les principales décisions prises par les anciens Alliés de la deuxième guerre mondiale. Par contre, le chapitre suivant est constitué d'un mélange de dix articles rédigés par quatre auteurs différents. Après une courte introduction de Hermann Graml portant sur les débuts du mouvement européen, on trouve de brèves explications sur la situation et les changements politiques dans les différents pays de l'Europe

6 Andreas HILLGRUBER, *Europa in der Weltpolitik der Nachkriegszeit 1945–1963*, München/Wien (Oldenbourg) 1981² (Oldenbourg Grundriß der Geschichte 18).

7 Le livre de Rudolf MORSEY, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland. Entstehung und Entwicklung bis 1969*, München/Wien 1987 (Oldenbourg Grundriß der Geschichte 19) est sorti après que cet article fut achevé. Pour un compte-rendu voir *Francia* 16, Le vol. no. 20 de Hermann WEBER, *Geschichte der DDR* est actuellement en préparation.

8 *Europa nach dem Zweiten Weltkrieg 1945–1982. Das Zwanzigste Jahrhundert II*. Hg. von Wolfgang BENZ und Hermann GRAML unter Mitarbeit von Wolfgang BENZ, Hermann GRAML, Klaus-Dietmar HENKE, Wilfried LOTH, Heiner RAULFF, Gert ROBEL, Hans WOLLER, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1983 (Fischer Weltgeschichte 35).

9 Wilfried LOTH, *Die Teilung der Welt 1941–1955*, München (Deutscher Taschenbuch Verlag) 1980 (dtv Weltgeschichte des 20. Jahrhunderts).

de l'Ouest entre 1945 et 1957, date de la signature des accords de Rome. Bien que les auteurs aient tenté de se montrer à la hauteur du sujet, on a tout de même l'impression que le destin des pays de l'Est ne semble pas les avoir tellement intéressés. Il n'est pas dans notre intention de remettre en question la qualité des réflexions de la troisième partie de cet ouvrage, consacrée à l'analyse du système politique en URSS et à l'application de ce système dans les pays de l'Est. Mais si l'on tient compte de multiples problèmes économiques en Union soviétique, dus aux dommages et pertes subis pendant la guerre et vu les conséquences dues au refus de Moscou de l'aide financière américaine versée aux autres pays européens suivant le Plan Marshall, ce n'est certainement pas par hasard que l'Union soviétique ait définitivement renforcé son hégémonie en Europe orientale. La création des deux blocs, la division de l'Allemagne et de l'Europe sont guère à comprendre en illustrant seulement les différents points de vue économiques, idéologiques ou sociaux. Au contraire, ce sont d'abord les questions politiques et plus précisément l'histoire des relations internationales qui doivent intéresser et qu'il faut élucider. Dans ce livre manque malheureusement un article sur le rôle des Etats-Unis et leur position dans les affaires européennes pendant l'époque en question.

Il s'agit là d'un problème fondamental et l'on se demande s'il est utile de publier un livre dans une série comme celle-là qui se limite à certains aspects de la vie politique en Europe depuis 1945. C'est la raison pour laquelle ni le quatrième chapitre qui porte sur l'évolution à l'Ouest jusqu'aux élections du Parlement Européen, ni la cinquième partie qui se réfère à l'ère Khrouchtchev et Brejnev ne semblent guère convaincants. Seule la dernière partie de Wilfried Loth sur «Europa in der Weltpolitik» constitue une analyse plus ample. Malgré certains défauts, la description des événements jusqu'à la fin des années soixante-dix, l'ère de la fameuse «détente» entre les deux superpuissances souligne encore plus les défaillances de cet ouvrage, car Wilfried Loth a au moins fait un effort d'interprétation.

Après la lecture du livre de Benz et de Graml et celui de Hillgruber on est obligé de constater que depuis 1963 la situation en Europe de même que l'importance de la question allemande ont beaucoup changé. La construction du mur de Berlin en 1961 a mis fin à une politique fondée sur l'espoir d'une réunification des deux Allemagnes dans un avenir proche. Malgré ses implications brutales sur le plan humain cette action du 13 août 1961 a tout de même contribué, dans un autre sens, à arranger les choses. Rétrospectivement cela a permis de mettre fin aux débats qui jusque-là avaient tous échoués. En même temps, et grâce à un nouvel équilibre entre les deux superpuissances, le mur a permis d'ouvrir de nouveau la voie diplomatique entre l'Ouest et l'Est pour trouver enfin une solution acceptable et stable. La construction du mur a déclenché une évolution qui s'est achevée par la signature des accords de Moscou, Varsovie et Berlin dans les années soixante-dix. Ces accords ont provoqué une vive réaction, surtout en République fédérale. Les débats d'abord lancés par les hommes politiques touchaient à un problème fondamental. Il ne faut pas oublier que depuis 1945 l'Allemagne n'a jamais signé un traité de paix. Voilà pourquoi l'idée de renoncer plus ou moins de bonne grâce aux anciennes provinces orientales du Reich sans recevoir la moindre rémunération semblait être pour un assez grand nombre d'Allemands une politique irresponsable et donc inacceptable. On ne peut pas dire que la ratification des accords par le Bundestag a réellement changé leur attitude. Pourtant, une fois la décision prise elle fut acceptée. Une opposition qui agissait par conviction mais incapable de développer d'autres propositions n'était certes pas convaincante, surtout pas pour les jeunes, pas plus pour tous ceux qui, depuis 1945, avaient participé à la reconstruction de l'Allemagne. Pour eux la République fédérale ne signifiait plus une solution provisoire, une «transition» selon la fameuse définition du premier président ouest-allemand, Theodor Heuss. Bien au contraire et non seulement pour eux, la République fédérale représentait un Etat bien établi qui au plan international constituait un partenaire fiable et prospère.

Une deuxième conséquence de la signature des accords des années soixante-dix était liée à cette idée: la redécouverte de l'histoire dont l'importance, notamment à l'égard de l'école,

avait commencé à diminuer¹⁰. Cette redécouverte fut l'une des raisons pour le lancement du projet d'écrire une histoire officielle de la République fédérale d'Allemagne, dont cinq des six volumes prévus sont déjà parus¹¹. Le premier tome, écrit par Theodor Eschenburg, Wolfgang Benz et Hermann Graml, se consacre à l'occupation de l'Allemagne par les troupes alliées entre 1945 et 1949. Le deuxième et le troisième volume de Hans-Peter Schwarz décrivent l'ère du premier chancelier, Konrad Adenauer. Le quatrième tome traite l'époque de ses deux successeurs Ludwig Erhard et Kurt-Georg Kiesinger qui sont également membres du parti conservateur. La première partie du dernier volume, préparé par Karl Dietrich Bracher, Wolfgang Jäger et Werner Link, vient de paraître sous le titre «Die Republik im Wandel 1969–1974. Die Ära Brandt», ce qui nous indique déjà assez bien le sujet traité. Tandis que les deux tomes de Schwarz ressemblent plutôt à une biographie, avec bien sûr des chapitres – comme par exemple celui sur le climat politique des années cinquante¹² – qui correspondent à certains autres aspects de son vaste sujet, l'ouvrage de Hildebrand, grâce à un style bien différent, souligne l'évolution sinon le renversement des conditions politiques en Allemagne. Selon Hildebrand à partir de 1963, date de la démission d'Adenauer, ce n'était plus à un seul personnage mais à l'ensemble du gouvernement de prendre des décisions. Le fait que ces décisions ont été antérieurement dans la plupart des cas préparées et acceptées par le parlement est un signe du succès de l'application des principes démocratiques en Allemagne depuis 1945.

Les cinq volumes de cette série officielle sont à première vue très impressionnants non seulement par leur taille mais surtout par le style de la description des événements politiques, des problèmes économiques et des affaires culturelles. Pourtant, quand le projet fut annoncé pour la première fois, la réaction du public n'a pas été unanimement positive. On a soupçonné les éditeurs de chercher à réduire l'histoire de la République fédérale à certains aspects déterminés et même de favoriser éventuellement une seule tendance politique. Plus grave que ce soupçon a été le reproche de dire si l'on se limitait strictement à une récapitulation de l'histoire de la République fédérale sans tenir compte des événements qui se sont déroulés en même temps à l'Est, on serait en train d'ignorer l'état d'esprit de la loi fondamentale et on favoriserait donc la fixation de la division permanente de l'Allemagne.

Ce débat se poursuivait à la parution de chacun des cinq volumes et lorsqu'on lit les différents comptes-rendus, on a bien l'impression que la fin de ce débat sera encore loin. Mais nous n'avons pas l'intention de résumer ces discussions menées par de multiples critiques dans les journaux et dans les revues¹³. Après tout, il ne faut jamais oublier qu'un assez grand nombre d'arguments, qu'ils soient pour ou contre, sont également des résultats de recherches.

*

10 Voir les commentaires d'Etienne FRANÇOIS, L'Allemagne se penche sur son passé, dans: *Vingtième Siècle* 7 (1985) p. 151–165; de Jürgen KOCKA, Die deutsche Geschichte soll ins Museum, dans: *Geschichte und Gesellschaft* 11 (1985) p. 59–66 et de Karl-Ernst JEISMANN, «Identität» statt «Emanzipation»? Zum Geschichtsbewußtsein in der Bundesrepublik, dans: *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, B 20–21/86 du 17 mai 1986, p. 3–16.

11 *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland in fünf Bänden*, hg. von Karl Dietrich BRACHER, Theodor ESCHENBURG, Joachim C. FEST, Eberhard JÄCKEL. Band 1: Theodor ESCHENBURG, Jahre der Besatzung 1945–1949. Band 2: Hans-Peter SCHWARZ, Die Ära Adenauer 1949–1957. DERS., Die Ära Adenauer 1957–1963. Band 4: Klaus HILDEBRAND, Von Erhard zur Großen Koalition 1963–1969. Band 5/I: Karl Dietrich BRACHER/Wolfgang JÄGER/Werner LINK, Republik im Wandel 1969–1974, Die Ära Brandt, Stuttgart/Wiesbaden (Deutsche Verlagsanstalt/F. A. Brockhaus) 1981–1986.

12 Voir Hans-Peter SCHWARZ, Die Ära Adenauer 1949–1957 (voir no. 11), p. 375–464.

13 Voir Christoph KLESSMANN, Ein stolzes Schiff und krächzende Möwen. Die Geschichte der Bundesrepublik und ihre Kritiker, dans: *Geschichte und Gesellschaft* 11 (1985) p. 476–494. A voir également les comptes – rendus d'Adolf KIMMEL dans *Francia* 11 (1983) p. 890–894, *Francia* 12 (1984) p. 908–909 et *Francia* 13 (1985) p. 675–679.

Un des opposants à une histoire de l'Allemagne, limitée aux événements à l'Ouest, est Christoph Kleßmann, auteur d'un livre intitulé »Die doppelte Staatsgründung – Deutsche Geschichte 1945–1955«¹⁴. En commençant par les différents projets préparés par les Alliés pendant la guerre, Kleßmann essaie de retracer les décisions qui ont été à l'origine de la division de l'Allemagne. En effet, il ne se limite pas à une pure et simple récapitulation des faits, car il tente de montrer aussi bien la situation dans laquelle se trouvaient les vainqueurs comme celles des vaincus ainsi que les différences entre l'évolution à l'Ouest et à l'Est. Pour arriver à une analyse encore plus profonde et plus vaste, il ne se contente pas d'examiner seulement des documents, mais au contraire il tente de saisir les choses en évoquant l'atmosphère de ces jours-là. Présenter une époque dans tous ses aspects est un procédé qui lui permet d'aller plus loin dans ses conclusions. Kleßmann est capable de mettre en évidence que la division de l'Allemagne ne s'explique pas uniquement par le commencement de la guerre froide et la montée des tensions entre les deux superpuissances. Il ne faut pas non plus seulement tenir compte des causes économiques. Kleßmann montre bien que ce sont les Allemands eux-mêmes qui, à la fin, ont favorisé cette solution. Face aux mesures qui ont été prises par les Alliés dans leurs zones, notamment dans les zones occidentales, les Allemands ont rapidement compris qu'il existait des différences énormes. Dès le moment où il a paru évident qu'il n'était pas question d'un écrasement du pays, mais plutôt d'un programme de rééducation et de reconstruction, les Allemands ont vite appris à faire leur choix. Ceux d'entre eux qui à l'Est comme à l'Ouest ont quand même essayé de défendre l'idée d'une solution globale n'ont pas eu beaucoup de chance face à la situation internationale, mais aussi face à une animosité profonde envers l'URSS, nourrie par des rumeurs sur les événements dans la zone d'occupation soviétique.

L'ouvrage de Kleßmann semble, lorsqu'on le compare avec le livre d'Eschenburg, plus équilibré, même en ce qui concerne la présentation. Certes, il contient beaucoup moins de photos, mais par contre on peut y trouver des renseignements supplémentaires grâce à un appendice qui compte plus de deux cent pages. Il dispose non seulement d'une bibliographie et d'une courte chronologie mais aussi d'une multitude de reproductions de documents originaux.

Il y avait, semble-t-il, quelques problèmes à résoudre pour réaliser ce premier tome de la série sur l'histoire de la République fédérale; en effet les deux coauteurs d'Eschenburg ont demandé le droit de publier leurs articles une deuxième fois ailleurs¹⁵. Compte tenu des limites qui leur ont été imposées, ils déclarent dans la préface de ces publications, qu'ils n'ont pas pu être tout à fait à la hauteur du sujet. Cette argumentation semble être aussi curieuse que significative. Malgré quelques modifications, c'est surtout le livre de Benz, intitulé »Von der Besatzungsherrschaft zur Bundesrepublik« qui a peu changé. Comparé à la première parution du texte, on y trouve seulement deux chapitres supplémentaires, l'un sur les origines politiques, l'autre sur les problèmes économiques de la future République fédérale. Par contre, l'ouvrage de Graml, publié sous le titre »Die Alliierten und die Teilung Deutschlands«, n'a plus beaucoup à voir avec le premier manuscrit. Bien sûr, en général les arguments des deux auteurs sont restés les mêmes. Pourtant, l'étude de Graml est devenue, grâce à sa capacité d'étudier de plus près les détails, une véritable analyse de la politique des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne entre 1941 et 1948, date du blocus de Berlin.

Si l'on compare les résultats de Benz et de Graml, les conclusions concernant les origines de la décision de diviser l'Allemagne et de la maintenir quoi qu'il en soit, se ressemblent. D'abord

14 Christoph KLEßMANN, *Die doppelte Staatsgründung. Deutsche Geschichte 1945–1955*, Göttingen (Vandenhoeck & Rupprecht) 1982.

15 Wolfgang BENZ, *Von der Besatzungsherrschaft zur Bundesrepublik. Stationen einer Staatsgründung 1946–1949*, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1984; Hermann GRAML, *Die Alliierten und die Teilung Deutschlands. Konflikte und Entscheidungen 1941–1948*, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1985.

il semble évident pour les deux auteurs que cette décision fatale a déjà été anticipée en 1945. Lors de la conférence de Potsdam les Alliés n'étaient plus en mesure de trouver une solution acceptable pour tous, pas plus en ce qui concerne l'avenir qu'en l'administration du territoire occupé. À part des accords sur la Pologne et sa future frontière ouest, Potsdam établit en première ligne un accord entre les trois puissances – la France n'était pas autorisée à participer à cette conférence – selon lequel chacun pourrait profiter de sa propre zone pour obtenir des réparations, ce qui a encore approfondi le fossé entre l'Ouest et l'Est. Dès lors l'écart entre les zones occidentales et la zone soviétique commença à se creuser, notamment en ce qui concerne les conditions de vie. D'autre part, la solution adoptée à Potsdam mettait en cause le principe d'une administration commune, accepté auparavant. Face aux désaccords entre les Alliés qui commençaient à se multiplier et aux différences entre les structures économiques dans les quatre zones, il était presque inévitable que l'idée d'une politique commune vis-à-vis de l'Allemagne échouerait. Les deux auteurs sont d'accord sur le fait que l'entrée officielle de la France sur la scène politique, le 30 août 1945, date de l'installation du conseil du contrôle allié, n'a pas facilité les choses. Bien au contraire, souvent les obstructions françaises ont été à la base de divergences entre les anciens Alliés de guerre.

*

Les livres de Benz et de Graml font un ensemble avec trois autres volumes édités par Wolfgang Benz. Ces cinq tomes, en livres de poche, constituent une deuxième histoire de l'Allemagne¹⁶ après 1945. Chacun des trois volumes traite un sujet général, soit «la politique», soit «la société», soit «la culture». On y trouve une trentaine d'articles, écrits dans la plupart des cas par des spécialistes, qui ont essayé de dresser une sorte de résumé après quarante ans d'existence de la République fédérale. Sans trop décrire les détails ils retracent la situation actuelle en Allemagne de l'Ouest en évoquant l'évolution dans les différents secteurs. Comparé à la conception de l'autre série, c'est une méthode plus efficace, car certains aspects sont présentés de plusieurs points de vue. Même si ces livres ne peuvent qu'informer d'une manière très générale, les trois tomes disposent de toutes les qualités caractérisant un bon manuel.

Le principe sur lequel se fonde cette édition n'offre que des avantages. Par exemple, pour être le plus bref possible, certains auteurs ont préféré de se limiter à une présentation de la situation actuelle en évoquant le passé uniquement pour donner des explications supplémentaires. Dans le premier volume qui traite la politique, on trouve des contributions sur les origines de la République fédérale, la constitution, l'administration et les services publics, le droit et la justice, les partis, les syndicats, le système économique, la sécurité nationale et l'armée, la politique étrangère et finalement une chronologie des événements politiques les plus importants. Le tome suivant contient des articles sur la démographie, la jeunesse, les femmes, la famille, les ouvriers immigrés, le travail, le logement, les loisirs, l'Église catholique et l'Église protestante, la politique sociale et l'enseignement public. Dans le troisième volume figurent des analyses sur la langue, la littérature, le théâtre, la musique classique, l'architecture et l'urbanisme, les arts plastiques, la peinture et la publicité, la presse, l'audiovisuel, le film, la musique légère et pour finir un résumé de la politique culturelle menée par l'État ou par d'autres promoteurs.

Ce sommaire montre déjà qu'il y a des sujets bien traités et il est évident que dans un programme si bien rempli on ne peut pas éviter quelques redondances. Pourtant, il reste incontestablement des sujets parfois même d'une assez grande importance, qui semblent avoir été oubliés. De toute façon, il n'existe pas un seul chapitre consacré au problème des réfugiés et

16 Die Bundesrepublik Deutschland. Geschichte in drei Bänden, hg. von Wolfgang BENZ. Band 1: Politik. Band 2: Gesellschaft. Band 3: Kultur, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1983.

des expulsés allemands, qui venaient de l'Est¹⁷. Ils étaient plusieurs millions, dont l'approvisionnement ainsi que l'intégration – l'idée d'une indemnisation payée par la communauté – furent considérés comme une des plus importantes tâches et une des plus difficiles à maîtriser. Dans ce contexte, on ne peut que regretter l'absence d'une contribution sur la politique monétaire et financière. Il manque également une étude sur la situation dans les universités, non seulement en ce qui concerne les différents secteurs de la recherche mais aussi quant au mouvement des étudiants dans les années soixante-dix. Le problème actuel du terrorisme ne figure pas non plus sur la liste des sujets, et il y manque également le mouvement écologiste ou les questions de l'environnement.

Quoi qu'il en soit, il faut admettre que ces trois volumes et les livres de Benz et de Graml forment malgré certains défauts un véritable ensemble. Ils sont aussi intéressants à lire que riches d'informations. Ce n'est pas vraiment une histoire exhaustive de la République fédérale d'Allemagne, mais plutôt un tour d'horizon. Cette collection peut être utile aux étudiants comme au grand public. Comparé à la série officielle présentée auparavant, on constate des différences considérables dues à la méthode utilisée ou à la composition. L'avantage incontestable du dernier cas est qu'il s'agit d'une description de la République fédérale de ses débuts jusqu'à nos jours. Par contre, compte tenu d'une nette domination des événements politiques, cette description est souvent fixée sur les décisions prises par le gouvernement, il reste donc des lacunes. Pour cette raison il sera préférable, peut-être parfois même inévitable de consulter les deux ouvrages. Si l'on est obligé de faire un choix, c'est évidemment une question délicate et une décision difficile à prendre, puisque le prix d'un seul volume de la série officielle correspond à peu près au montant total nécessaire pour obtenir les cinq tomes de l'autre collection qui est uniquement disponible en livres de poche.

*

Il est évident que la présentation d'un livre est une chose très importante, notamment quand il s'agit d'un livre d'histoire. On peut enrichir celui-ci par des photos, des dessins ou des statistiques. Mais, il existe encore d'autres moyens comme par exemple la reproduction de documents de l'époque. Dans les deux volumes d'une histoire de l'Allemagne de 1945 à 1961, également parus en livres de poche, Rolf Steininger¹⁸ a réalisé une sorte de combinaison, car chacun de ses chapitres est immédiatement suivi de textes. Ce sont ou des extraits de mémoires ou de télégrammes ou les termes d'un accord. Steininger qui a beaucoup travaillé et fouillé dans les archives de Londres et de Washington, ne s'intéressait pas tellement au récit de l'ensemble de l'histoire de l'Allemagne de l'après-guerre tant au niveau des décisions prises par les Alliés qu'au déroulement des événements dans les zones occupées. Son but était avant tout de caractériser, étape par étape, les actions politiques qui ont été à l'origine de la division de l'Allemagne, symbolisée en 1961 par la construction du mur à Berlin.

En publiant toute une série de documents qu'il considère importants et en plus significatifs du climat politique régnant à l'époque, des textes qui pour la plupart étaient restés ignorés du public jusqu'à ce moment-là, Steininger s'est attaché à démontrer que ce n'étaient pas les Américains qui avaient mené le débat. Mis à part leur fameux programme de «dénazification» totale, ils ne semblaient guère avoir eu des idées très détaillées sur l'avenir de l'Allemagne. Souvenons-nous que le président Roosevelt a dit à la conférence de Yalta que les troupes américaines ne devraient rester plus de deux ans en Europe, une fois la guerre terminée. C'étaient plutôt les Anglais qui avaient envisagé des projets et préparé le terrain. Face aux

17 Il faut signaler que deux ans plus tard Wolfgang BENZ a édité un autre livre, dressé spécialement sur ce sujet sous le titre: *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1985.

18 Rolf STEININGER, *Deutsche Geschichte 1945–1961. Darstellung und Dokumente in zwei Bänden*, Frankfurt/M. (Fischer Taschenbuch Verlag) 1983.

discussions avec les Britanniques, mais surtout suite aux divergences avec les Français et les Soviétiques, les Américains ont aussitôt changé leur attitude. La proclamation de la doctrine du président Truman en 1947 – le lancement de la politique du «containment», l'endiguement de l'influence soviétique en Europe – marquait un moment décisif.

Il est évident que c'est pratiquement impossible d'analyser à fond le problème allemand sous ses différents aspects en quelques pages seulement. D'autant plus qu'il est indispensable de ne pas s'attarder sur un seul sujet afin d'éviter un déséquilibre. Quand on regarde l'inventaire des deux livres de Steininger, on aperçoit deux choses: D'abord que le dernier chapitre n'est qu'un reflet des années 1955 à 1961. C'est une réduction importante du thème. Deuxièmement, il n'y a aucun doute qu'il s'agit là d'une analyse de la création des deux Etats sur le territoire allemand, vue sous l'angle de l'histoire des relations internationales. On peut même dire que c'est une description basée sur la discussion entre les Britanniques et les Américains avec parfois quelques réflexions sur la situation dans les zones occupées par les deux autres puissances. Par conséquent, c'est surtout le premier volume qui donne l'impression que les Allemands n'ont joué pratiquement aucun rôle dans ces querelles, au moins jusqu'en 1948.

Une petite remarque concernant le choix et la façon de la présentation des documents: D'une part on ne peut que remercier l'auteur de donner accès à des textes, souvent inédits jusque-là. D'autre part, il est regrettable que Steininger n'ait pas trouvé de moyens pour publier tous les documents dont il parle. Pour une véritable analyse il est indispensable de disposer au moins des plus importants documents sans raccourcissements et sans aucune lacune. La limitation à quelques extraits provoque une impression défavorable et pourrait ressembler à une publication qui se veut sensationnelle. Ce n'est certainement pas l'intention de Steininger et il ne fait aucun doute que ce sont là des documents d'une assez grande importance, mais cela n'est pas un argument suffisant pour les accepter comme unique preuve et sans laisser au lecteur la moindre possibilité d'en tirer ses propres conclusions. N'oublions pas qu'il s'agit également d'une publication destinée au grand public et aux écoles. Sous cet angle il semble que les méthodes appliquées par Steininger pour tirer des conclusions ne se conforment pas toujours aux règles. Une fois par exemple, il se permet d'indiquer que les dossiers les plus importants ne sont pas encore disponibles aux chercheurs, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre sa déduction. Dans un autre cas, c'est une phrase aujourd'hui illisible¹⁹ qui attire beaucoup son attention et qui le laisse soupçonner qu'elle est la preuve de l'importance extraordinaire de cette source.

Vu les autres ouvrages, présentés récemment par le même auteur²⁰, il est évident que l'idée fondamentale de Steininger était non seulement la publication de textes mais aussi la réanimation du débat sur la chance pour une éventuelle réunification de l'Allemagne. Une grande partie de son deuxième volume est donc réservée à l'épisode des fameuses dépêches de Staline en 1952. Steininger est convaincu qu'à ce moment-là les Allemands eux-mêmes ont laissé passer une forte chance pour pousser les choses dans cette direction. Les Alliés de l'Ouest ne désiraient pas entrer dans une polémique qui aurait pu mettre en cause d'une part tous les accords déjà conclus, d'autre part toutes les conventions qui avaient été préparées à cette époque notamment celle de la Communauté européenne de défense (CED).

En fait, le bien fondé du jugement de Steininger sur cette question est acquis. Pourtant, il ne reste pas mal de doutes. L'ampleur du problème est peut-être illustrée de la meilleure façon possible par une faute caractéristique qui a échappé à l'attention de l'auteur. Steininger a intitulé son chapitre consacré aux dépêches de Staline «1952, Eine Chance zur Wiedervereinigung!». Le titre réapparaît en haut de toutes les pages suivantes, comme on le fait souvent,

19 Ibid. vol. 2 Dok. 92, p. 510.

20 Rolf STEININGER, Eine vertane Chance. Die Stalin-Note vom 10. März 1952 und die Wiedervereinigung. Eine Studie auf der Grundlage unveröffentlichter britischer und amerikanischer Akten, Berlin/Bonn (Verlag J. H. W. Dietz Nachfahren) 1985.

malheureusement chaque fois sans point d'exclamation mais avec un point d'interrogation à sa place.

Malgré leurs défauts les deux tomes montrent dans quelle mesure a évolué notre connaissance des causes et des arrières-pensées qui ont été à l'origine du déroulement des événements de l'après-guerre. Les modifications que l'on doit apporter deviennent encore plus évidentes lorsqu'on compare les analyses de Steininger avec le résumé présenté par Kurt Düwell dans son livre *»Entstehung und Entwicklung der Bundesrepublik Deutschland 1945–1961«*²¹. Paru en 1981 dans une série de manuels, spécialement créé pour les étudiants, ce livre se consacre donc à la même époque. Mais, dès la table des matières on peut douter de sa qualité, car malgré les indications données dans le titre, le livre ne dépasse pas en principe l'année 1955. Comme Steininger, qui a tout de même écrit un chapitre plein de réflexions, Düwell ne réserve que quelques pages aux années de 1955 à 1961. Les indications bibliographiques qu'il donne à la fin de chaque section constituent une deuxième déception. Il s'agit souvent de titres qui sans être totalement dépassés sont quand même parfois un peu désuets. De plus, Düwell a ignoré presque complètement les événements qui se sont déroulés à l'Est. Il semble que pour lui, ceux-ci n'aient pas eu une grande importance pour le développement à l'Ouest entre 1945 et 1949. Il se concentre donc en premier lieu à l'évocation du rôle important de Konrad Adenauer en négligeant aussi bien les alternatives politiques, proposées par certains membres de son propre parti comme Jakob Kaiser, qu'en oubliant les solutions suggérées par l'opposition. Il inverse parfois même les faits, en supposant par exemple que la fameuse théorie du magnétisme – selon laquelle la supériorité de l'Ouest dans les domaines économiques entraînera certainement un jour le rattachement de la zone soviétique aux trois autres zones – ait été créée par Adenauer. A proprement parler, c'est faux, car il s'agissait d'une idée proposée dès 1946 par Kurt Schumacher, chef du parti socialdémocrate²². Il y en a d'autres exemples, qui confirment l'impression qu'il s'agit d'un travail assez mal préparé comptant plusieurs erreurs dans les conclusions.

Pourquoi Düwell n'a-t-il pas essayé de profiter de publications plus récentes qui ont commencé à paraître dès la fin des années soixante-dix? Un autre ouvrage, dans un style similaire, intitulé *»Die Bundesrepublik Deutschland in der Ära Adenauer«*²³ illustre bien les possibilités que Düwell a ratées. Ce livre d'Anselm Doering-Manteuffel sur la politique étrangère et sur la situation intérieure de la République fédérale entre 1949 et 1963 ne ressemble ni à une simple description, ni à une véritable analyse, ni à un type spécifique d'un manuel. Par contre, on y trouve des éléments qui sont caractéristiques des trois. Doering-Manteuffel mentionne lui-même dans son introduction que son idée principale était de dresser un bilan des derniers trente-cinq ans de recherches historiques en résumant la politique et l'importance du rôle joué par le premier chancelier allemand de l'après-guerre. Il semble donc justifié de comparer les deux études, d'autant plus que l'une comme l'autre se basent largement sur des travaux publiés auparavant, en excluant plus ou moins la possibilité de compléter les résultats obtenus par des propres recherches dans les archives.

En commençant par des informations bibliographiques, l'ouvrage de Doering-Manteuffel offre des renseignements beaucoup plus précieux, d'abord en ce qui concerne les différentes éditions de documents, ensuite sur les mémoires ou la littérature générale et enfin à l'égard des comptes-rendus de récentes parutions. Malgré cette bibliographie impressionnante, qui semble être soigneusement choisie, la lecture des premiers chapitres fait quelquefois mauvais effet. Il est certes difficile de décrire et d'analyser en même temps toute une époque sans disposer

21 Kurt DÜWELL, *Entstehung und Entwicklung der Bundesrepublik Deutschland 1945–1961. Eine dokumentierte Einführung*, Köln/Wien (Böhlau Verlag) 1981 (BSB Böhlau Studienbücher Grundlagen des Studiums).

22 Ibid. p. 220.

23 Anselm DOERING-MANTEUFFEL, *Die Bundesrepublik Deutschland in der Ära Adenauer. Außenpolitik und innere Entwicklung 1949–1963*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1983.

d'autres moyens que ceux de la présentation et quelquefois de la discussion des résultats proposés par d'autres chercheurs, cela ne fait pas le moindre doute. Sur 276 pages il est quasiment impossible d'éviter des généralisations. Mais si le lecteur s'intéresse à plus qu'une simple révélation des faits, la répétition de mots-clés n'est pas satisfaisante. Malheureusement Doering-Manteuffel se sert rarement de la possibilité de donner des explications et des détails supplémentaires sous forme de notes. Il ne les utilise que pour indiquer des références. C'est certainement indispensable pour pouvoir suivre le débat de plus près, mais à peine satisfaisant pour ceux, qui sont à la recherche d'une introduction générale à l'histoire de cette époque.

Cette lacune est déplorable non seulement à l'égard du lecteur mais aussi à cause du choix limité des sujets. Comme Düwell, Doering-Manteuffel ignore presque tous les moments politiques qui ne lui semblent pas y avoir joués un rôle important et qui n'ont pas eu des liens directs avec son thème favori, la politique et le personnage du chancelier Konrad Adenauer. En fait, il s'attache beaucoup aux éléments personnels. Sa description fait donc parfois plutôt allusion à une biographie qu'à une monographie. Pourtant, vers la fin du deuxième chapitre concernant la politique étrangère et se référant à la situation intérieure en Allemagne, on constate une nette modification du style. C'est la première fois, que Doering-Manteuffel ne se contente plus de l'évocation de simples faits. Bien au contraire, il cherche une définition pour déterminer la fin de la période transitoire que la République fédérale avait traversée. D'une part, certes, il y avait le 5 mai 1955, date à laquelle le gouvernement ouest-allemand a récupéré une autonomie partielle. D'autre part, c'est aussi le point de départ officiel, la date de la fondation de la »Bundeswehr« ce qui entraîne la naissance d'un nouvel esprit militaire en Allemagne, dont l'idée principale était qu'un soldat devait être un »citoyen en uniforme«. Doering-Manteuffel souligne, que ces faits coïncidaient d'une manière significative avec d'autres éléments, comme l'interdiction de plusieurs mouvements extrémistes, aussi bien des formations politiques d'extrême droite que le parti communiste. Selon lui, l'ensemble de ces mesures constituait la base d'une nouvelle stabilité politique en général. Quant aux hommes politiques cela signifiait surtout la consolidation d'un esprit qui respecte les principes démocratiques, un esprit, qui six ans plus tard a beaucoup contribué à mettre fin à l'ère du chancelier Adenauer.

Certaines réflexions faites par Doering-Manteuffel ne sont pas entièrement convaincantes, mais les derniers chapitres de son livre constituent une sorte d'introduction aux débats menés aujourd'hui. Il n'est pas évident, que son jugement sur le changement de style tant dans la politique étrangère allemande que sur la portée des affaires et scandales à l'intérieur, comme l'affaire du »Spiegel« en 1962, soit absolument juste. La discussion, comme la réception du livre de Hildebrand sur l'ère de Erhard et de Kiesinger²⁴ nous a déjà montré, semble être bien lancée. Elle promet de devenir encore plus vive après l'ouverture successive des archives au public et l'étude alors possible des dossiers des années soixante, époque où l'importance de la politique intérieure a commencé à gagner du terrain.

*

Le débat sur l'histoire des années quarante et cinquante vient juste de débiter. Toute une série d'ouvrages publiés récemment en sont la preuve, c'est-à-dire depuis la fin des années soixante-dix où il y a eu plusieurs colloques, nationaux et internationaux, tous tenus sur les problèmes de la politique des Alliés envers l'Allemagne après la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans la plupart des cas il s'agit d'un premier bilan des recherches dont chacune a été effectuée pour

24 Voir entre autre les comptes-rendus d' Andreas HILLGRUBER, *Unruhe vor dem Ende der Nachkriegszeit. Zum vierten Band der Geschichte der Bundesrepublik*, dans: *Die Welt* no. 26 du 31. 1. 1985; Rolf ZUNDEL, *Der »Held« aber war das Parlament. Von Erhard zur Großen Koalition – Ein wichtiges Buch zur Geschichte der Bundesrepublik*, dans: *Die Zeit* no. 14 du 29. 3. 1985 et de Hermann RUDOLPH, *Die 60er Jahre: »Wir sind wieder wer«*. Klaus Hildebrand sichtet die zweite Epoche der Bundesrepublik, dans: *Süddeutsche Zeitung* no. 173 du 30. 7. 1985.

étudier certains aspects de la situation dans les différentes zones d'occupation en se servant d'une multitude d'archives, soit en Europe, soit aux Etats Unis. Beaucoup de ces recherches furent publiés par des instituts d'histoire ou des centres de recherches, ce qui paraît normal dans le cadre des missions et objectifs poursuivis.

Un très bon exemple de ce genre est le livre édité par Josef Forscheboth et Rolf Steininger «*Britische Deutschland- und Besatzungspolitik 1945–1949*»²⁵. C'est dans quelque sorte le résumé de plusieurs débats qui ont eu lieu en 1982 et qui ont été animés par l'Institut Historique Allemand de Londres et par le Groupe de Travail Allemand de Recherches sur la Grande Bretagne (Arbeitskreis Deutsche England-Forschung)²⁶. Parmi d'autres objectifs figurait le but de continuer sur la voie préparée en 1979 par une publication de Claus Scharf et de Hans-Jürgen Schröder²⁷ qui portait sur le même sujet. Il n'est pas question de comparer les deux ouvrages ici, mais il faut quand même souligner, d'une part, leurs différences, et, d'autre part, la précision des détails des sujets traités qui sont pour l'instant significatifs pour l'intérêt que l'on manifeste actuellement à la recherche sur la Grande Bretagne en Allemagne. On peut dire que dans ce domaine la France fut longtemps défavorisée par le changement tardif de la loi sur les archives.

L'ouvrage de Forscheboth et Steininger se divise en cinq parties, dont la première est consacrée aux conditions et aux possibilités d'une politique d'occupation en Allemagne par la Grande Bretagne, en commençant par la conception britannique pendant la guerre pour terminer aux débuts de la guerre froide. La deuxième partie rassemble trois études sur les tentatives britanniques d'une socialisation de l'industrie du Rhin et de la Ruhr. Le chapitre suivant tente à reconstruire les discussions déclenchées à l'époque concernant l'alternative entre une restauration et une réforme soit dans le secteur agricole, soit dans les services publics, soit dans le domaine des sciences, de la formation et des universités. La quatrième partie est réservée aux problèmes financiers et économiques, comme par exemple la politique des démontages. Cependant, on y trouve également une contribution sur le phénomène de la naissance d'une entreprise aujourd'hui bien connue dans le monde entier, c'est-à-dire du Volkswagenwerk.

Les éditeurs ont eu l'idée d'ajouter dans une annexe non seulement une bibliographie sélective mais aussi une liste des dossiers, actuellement disponibles aux chercheurs dans le Public Record Office à Londres (Kew). Cela indique de nouveau que, malgré tous les efforts entrepris, les recherches sont encore loin d'être achevées. Lors des deux colloques on a beaucoup discuté sur les mesures qui ont caractérisé la politique de la Grande Bretagne à cette époque. Il ne faut jamais oublier qu'au moins trois lieux différents existaient où les décisions sur le sort de l'Allemagne ont été à la fois préparées, discutées et finalement réalisées: D'abord le Foreign Office, avec toute son équipe de spécialistes rassemblée dès le début de la guerre, ensuite les pourparlers avec les Américains pour établir une coopération éventuelle et enfin le conseil du contrôle allié. Peut-être faut-il même ajouter ici, à la quatrième place, l'administration militaire britannique, qui souvent fut confrontée à la nécessité de trouver d'un jour à l'autre des solutions acceptables.

Dans son article sur les relations entre les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Allemagne,

25 Josef FOSCHEBOTH/Rolf STEININGER (Hg.), *Britische Deutschland- und Besatzungspolitik 1945–1949*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 1985 (Sammlung Schöningh zur Geschichte der Gegenwart).

26 Referate und Diskussionsbeiträge der 1. Jahrestagung des Arbeitskreises Deutsche England-Forschung, hg. von Karl ROHE und Gustav SCHMIDT. Bochum (Selbstverlag) 1982 (Veröffentlichung des Arbeitskreises Deutsche England-Forschung Nr. I/1982) p. 198–369.

27 Claus SCHARF/Hans-Jürgen SCHRÖDER (Hg.), *Die Deutschlandpolitik Großbritanniens und die britische Zone 1945–1949*, Wiesbaden (Franz Steiner Verlag) 1979 (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Abteilung Universalgeschichte, hg. von Karl Otmar Freiherr von ARETIN, Beiheft 6). Voir également le compte-rendu de Gottfried NIEDHART dans: *Francia* 10 (1982) p. 914.

D. C. Watt souligne, qu'il y avait pratiquement aucune coopération étroite entre Washington et Londres, ce qui était dû pour une grande partie aux origines différentes de ceux qui prenaient les décisions dans les deux pays. Du côté des Américains, c'étaient des fonctionnaires et des hommes politiques, qui provenaient souvent de l'industrie et des milieux financiers, du côté des Britanniques, par contre, il s'agissait plus ou moins de fonctionnaires de carrière qui avaient préparé les dossiers et mené le débat. D'autre part, c'était dû aux propositions britanniques toujours très détaillées et complètes, ce qui provoquait la réapparition de l'ancienne rivalité entre les deux puissances. Malheureusement pour les Britanniques, ils dépendaient, malgré un travail remarquable, largement de la bonne volonté et du soutien économique comme financier de Washington, ce qui a joué parfois en faveur des propositions des Américains. Dans ce contexte il est intéressant à savoir qu'à Londres on avait apparemment déjà poursuivi dès 1946 une politique qui prévoyait la division de l'Allemagne, comme le présume Josef Foschepoth. Quelques-uns des résultats, présentés dans le chapitre traitant les aspects économiques et financiers semblent confirmer cette hypothèse, mais de toute façon beaucoup de recherches restent à faire.

Ce qu'on peut conclure de toutes ces études c'est qu'au moins jusqu'en 1947 les deux pays n'avaient pas disposé de beaucoup de points communs en ce qui concerne l'Allemagne. La position singulière qu'occupait la France ne facilitait pas non plus les choses. Ceci est largement confirmé par un ouvrage, publié par l'«Institut für Europäische Geschichte», situé à Mayence. L'institut s'est trouvé parmi les premiers qui, avec une série de mélanges tous rédigés d'une façon similaire, se sont mis à éclaircir la période d'occupation d'Allemagne. Le livre «Die Deutschlandpolitik Frankreichs und die französische Zone 1945–1949»²⁸ commence par un article de Raymond Poidevin sur la conception de la politique française face à l'Allemagne entre 1943 et 1949. Ensuite Wilfried Loth prend le relais avec quelques remarques à propos de la question allemande. Mais on y trouve également des études sur le gouvernement militaire (Klaus-Dietmar Henke), la politique culturelle (Angelika Ruge-Schatz), la situation économique (Werner Abelshauser) et celle de l'industrie (Rudolf Laufer), le mouvement syndical (Alain Latard) et enfin sur la situation de l'agriculture et l'approvisionnement alimentaire dans la zone française (Karl-Heinz Rothenberger). En outre on y trouve un compte-rendu de Rainer Hudemann qui traite les publications récentes sur l'ensemble des problèmes évoqués et un article, où Maren Kuhn-Rehfus donne des informations sur l'état actuel des archives, de l'ancien gouvernement du land Württemberg-Hohenzollern.

La richesse des sujets traités nous oblige à limiter la présentation à quelques thèmes essentiels. Les variations de la stratégie française face au problème allemand est une des observations les plus importantes. Jusqu'au jour, où en 1948, Paris a enfin accepté la proposition de former la «Trizone», la France a poursuivi dans sa zone une stratégie de contrôle absolu. Le territoire fut coupé par régions, sans laisser aucune chance à une reconstruction éventuelle d'une administration allemande. C'est probablement une des raisons pour laquelle seule la France a pu profiter économiquement au début de l'occupation, même si elle a été – comme le montre Henke dans son article – plutôt mal préparée pour exercer le pouvoir dans sa zone. Cette politique d'une récupération immédiate des réparations commençait à tourner mal à partir de 1947. La vie économique dans la zone française stagnait, lorsque dans les régions contrôlées par les Américains et les Britanniques, grâce à la création de la «Bizone», permettant une coopération plus étroite, l'industrie et les commerces étaient déjà en nette progression. Rétrospectivement on suppose que le fameux Plan Marshall a joué un grand rôle dans le redressement politique de l'Allemagne. En fait, Washington n'a pas hésité

28 Claus SCHARF/Hans-Jürgen SCHRÖDER (Hg.), *Die Deutschlandpolitik Frankreichs und die französische Zone 1945–1949*, Wiesbaden (Franz Steiner Verlag) 1983 (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Abteilung Universalgeschichte, hg. von Karl Otmar Freiherr von ARETIN, Beiheft 14).

à l'utiliser pour faire pression auprès du gouvernement français afin qu'il révisé sa politique d'outre-rhin. Certes, la pression économique fut considérable, mais il ne faut pas oublier dans ce contexte que c'était le moment de l'engagement des Etats-Unis dans la crise de Berlin. Dans son article, Loth souligne que l'installation du pont de l'air pour assurer le ravitaillement de la population de l'ancienne capitale du Reich – la réponse de Washington à l'annonce soviétique d'un blocus de la ville – a éliminé les doutes des Français qui craignaient que les événements des années vingt (la retraite des Etats-Unis de l'Europe mettant en cause le traité de Versailles) ne se reproduisent.

Malheureusement il n'y a pas un seul mot sur la situation économique en France à l'époque, notamment sur les conséquences des réparations provenant de l'Allemagne. Il manque également une étude sur le problème de la Sarre où les Français ont essayé de poursuivre une politique à part. Une autre question qui semble un peu négligée concerne la réaction des Allemands, leurs disputes et leurs arrangements avec le gouvernement militaire, dont le témoin est Carlo Schmid²⁹. Ces remarques ne mettent pourtant pas en cause la qualité des études rassemblées dans cet ouvrage, et ne peuvent que souligner le besoin de continuer dans ces recherches, qui, à peine commencées, ont déjà porté leurs fruits. Espérons que l'ouverture des archives, qui se fait de plus en plus actuellement en France, va encore animer le débat afin que l'écart se réduise entre nos connaissances de la politique de Paris et de Londres.

Du point de vue des Etats-Unis, par contre, la situation est totalement différente. Suite aux multiples intérêts des chercheurs, politologues ou historiens, le champ semble être beaucoup mieux préparé. Pourtant, même pour ce pays, où la clôture des dossiers ne semble pas toujours être très rigoureuse, il reste un certain nombre d'incertitudes. Dans son étude sur la politique des Américains envers l'Allemagne entre 1945 et 1949, intitulée «*Neutralisierung als Alternative zur Westintegration*»³⁰, Axel Frohn, a essayé de récapituler les arguments et les arrières-pensées des hommes politiques qui à l'époque ont mené le débat. Pour atteindre ce but, Frohn n'a pas seulement consulté les dépôts dans les Archives Nationales à Washington, mais aussi toute une série de collections de papiers privés, dont un grand nombre ne sont disponibles que depuis quelque temps.

Frohn commence par un bilan de la conférence de Potsdam en soulignant qu'en été 1945 les Américains étaient encore hésitants et plus ou moins prêts à accepter un compromis. Faute d'une conception sur l'avenir de l'Europe centrale, ils étaient convaincus que la solution trouvée à Potsdam – l'accord selon lequel les quatre pays pourraient se servir de leurs propres zones pour récupérer des réparations – constituait un premier succès. Mais leur idée de continuer dans cette voie en établissant un pacte entre les quatre puissances pour préparer, d'une part, un traité de paix, d'autre part, pour garantir la démilitarisation permanente de l'Allemagne, échoua complètement. Suite au refus du projet d'une nouvelle conférence par l'URSS un an plus tard, le ministre des affaires étrangères, James F. Byrnes, prononça un discours à Stuttgart. Ce fut le point de départ d'un changement stratégique, dont l'un des objectifs fut la réduction des mesures de contrôle offrant aux Allemands la possibilité de prendre peu à peu plus d'initiatives. Ce 6 septembre 1946, Byrnes n'avait pas explicitement abordé la nécessité de créer un Etat ouest-allemand, même si, à ce moment-là, la discussion de ce sujet avait déjà commencé.

Un des principaux opposants à cette idée, favorisée par Byrnes et notamment par le Général Clay, chef du gouvernement militaire à partir de 1947, était James W. Riddleberger qui dirigeait la section de l'Europe centrale dans le State Department. Dans un mémoire du 15 septembre 1946, il proposa une politique de neutralisation de l'Allemagne, caractérisée par

29 Carlo SCHMID, *Erinnerungen*, Bern/München/Wien (Scherz) 1979.

30 Axel FROHN, *Neutralisierung als Alternative zur Westintegration. Die Deutschlandpolitik der Vereinigten Staaten von Amerika 1945–1949*, Frankfurt/M. (Alfred Metzner Verlag) 1985 (Dokumente zur Deutschlandpolitik Beihefte Band 7).

les notions «Open Door» et «Hands off Germany». Dans la crainte d'un renforcement de l'influence communiste en Europe les Etats-Unis devraient continuer dans la voie diplomatique, en offrant par exemple des concessions économiques à condition que cela provoque un changement dans la stratégie soviétique. Mais il y avait encore un autre groupe près du gouvernement américain, largement constitué d'hommes d'affaires et de finances mais aussi d'officiers de haut rang. Ils demandaient de faire confiance à la suprématie de l'économie, des finances, des moyens militaires et ils plaidaient pour une politique plus offensive contre l'URSS.

A la suite des élections qui avaient eu lieu fin 1946, George C. Marshall, membre de ce groupe, remplaça James F. Byrnes comme ministre des affaires étrangères. C'était le début d'une nouvelle stratégie américaine, basée d'une part sur une politique beaucoup plus dure contre les menaces du communisme un peu partout dans le monde (déclaration de la «Truman-Doctrine» le 13 mars 1947), d'autre part sur un vaste programme économique. Ce programme d'une reconstruction de l'Europe par l'octroi de crédits, aujourd'hui connu sous le nom de Plan Marshall, immédiatement refusé par l'URSS et ensuite rejeté par la plupart des pays de l'Est, fut adopté à Londres par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France pour leurs trois zones d'occupation. C'était donc la décision définitive pour la création d'un Etat ouest-allemand, malgré les protestations de Moscou, qui, en dernière conséquence, menaçaient de mettre en cause les accords sur l'état juridique de Berlin.

L'éclatement de la crise de Berlin en 1948 semble avoir surpris Washington. George F. Kennan, à l'époque chef d'un groupe de planification du State Department, pensait que le moment n'était pas encore venu pour chercher une confrontation avec les Soviétiques. Adhérent, lui-aussi, à l'idée d'une proche faillite de l'URSS compte tenu des endommagements subis par ce pays pendant la guerre, il proposa d'attendre et de laisser jouer le temps en faveur de l'Ouest. Dans son «Programme A» il suggérait de continuer une politique de neutralisation par voie diplomatique de l'ensemble de l'Allemagne. Cela lui semblait offrir à la longue non seulement une forte chance d'une réintégration entière de l'Allemagne dans l'hémisphère occidentale, mais aussi la possibilité de pouvoir repousser l'influence de Moscou vers l'Est sans courir de trop grands risques.

Dans son résumé, Frohn souligne que l'idée de la stratégie du soi-disant «roll back» des années cinquante fut donc à l'origine une conception poursuivant essentiellement des buts économiques. Afin de reconstruire un système économique et financier international, les Américaines avaient préféré, après certaines hésitations, de trouver vite une solution. Leur précipitation fut interprétée par les Soviétiques comme la preuve que le système capitaliste était lui-aussi à bout de ses forces. L'attente réciproque de l'écroulement de l'adversaire a certainement joué un grand rôle pour la naissance de la guerre froide. Les événements qui se sont produits dès 1949 ont largement prouvé, que leurs interprétations et leurs conclusions ont été plus ou moins fausses. En ce qui concerne l'Allemagne, la division réalisée en 1949 mais déjà envisagée au moins depuis 1946, a créée – et sur ce point Frohn ne semble pas avoir les moindres doutes – une situation avant tout difficile mais néanmoins stable.

Au cours de son argumentation Frohn aborde souvent le thème des causes économiques, mais, en effet, sans jamais trop entrer dans les détails. Par rapport à l'importance de cet aspect sa décision est regrettable. La portée de la stratégie économique des Etats-Unis devient sans doute plus claire, quand on ne se limite pas à aller jusqu'à la date de la fondation de la République fédérale. C'est la raison pour laquelle Manfred Knapp et ses collègues, qui ont récemment publié un ouvrage, intitulé «Von der Bizonengründung zur ökonomisch-politischen Westintegration»³¹, ont choisi d'étudier la période entre 1947 et 1952. Il s'agit de trois études, toutes les trois largement basées sur des recherches dans des archives diverses. Leurs

31 Manfred KNAPP (Hg.), Von der Bizonengründung zur ökonomisch-politischen Westintegration. Studien zum Verhältnis zwischen Außenpolitik und Außenwirtschaftsbeziehungen in der Entste-

résultats confirment les arguments, avancés par Frohn, mais il y a également certains points où leurs conclusions les dépassent nettement.

Dans son introduction Knapp évoque, entre autres, quatre facteurs, qui à l'époque ont été d'une importance prépondérante: D'abord il n'y a aucun doute que la question de la création d'un nouveau système de relations internationales, encore plus important dans le secteur économique que dans le domaine politique, a joué un rôle primordial. Deuxièmement, la valeur de l'industrie allemande fut telle, malgré les endommagements qu'elle avait subi pendant la guerre, qu'elle sembla être indispensable pour la reconstruction de l'Europe. L'idée d'une coopération européenne que l'on proposait par exemple dans le domaine du charbon et de l'acier, faisait l'impression qu'elle pourrait devenir le moteur d'un mouvement de réunification pour transformer l'Europe dans un partenaire fiable et prospère des Etats-Unis. Mais ce raisonnement s'orienta, dès son lancement en 1945, vers le rattachement des trois zones à l'Ouest, car ni la Grande Bretagne, ni la France n'ont favorisé la possibilité de la renaissance d'une Allemagne réunie.

Troisième facteur: Une fois commencé, le redressement de l'industrie ouest-allemande est devenu un moyen d'argumentation, souvent utilisé par les hommes politiques à Bonn comme à Washington. Le quatrième et dernier point qui en résulte se caractérise par un décalage de phases; ce fut la libéralisation dans le secteur économique d'abord qui rendit possible une première amélioration politique, suivie de son côté par une réduction des contrôles. Le succès économique de la jeune République dans les années cinquante en fut une conséquence immédiate, car le chancelier Adenauer et son ministre de l'économie, Erhard, avaient essayé d'intensifier les relations commerciales, qui, dès le début, avaient prouvé leur valeur pour en bénéficier dans le domaine politique.

L'ouvrage de Knapp souligne donc les interdépendances entre l'économie et la politique, qui après la deuxième guerre mondiale changèrent le caractère des relations internationales. En 1919, pendant la conférence de Versailles, où pour la première fois dans l'histoire les experts de l'économie et des finances avaient été consultés largement, c'étaient encore les hommes politiques qui, à la fin, avaient remporté la victoire en rédigeant les clauses du traité. Mais la suite est bien connue et s'il fallait encore une dernière preuve, la crise économique mondiale de 1929 démontra, que les diplomates seuls n'étaient plus capables de maîtriser le futur destin du monde. Grâce à leur compétence, les hommes d'affaires provenant de l'industrie et des finances avaient pu mettre en valeur, dès 1945, leur point de vue et mieux que dans les années vingt et trente. Face au problème allemand on doit néanmoins se demander si c'était vraiment pour le bien ou pour le mal du pays.

Cette réflexion a été d'une certaine importance pour le déroulement d'une conférence, qui a eu lieu à Munich en novembre 1984, organisée par l'«Institut für Zeitgeschichte». Les actes de ce colloque sont récemment parus sous le titre «Westdeutschland 1945–1955»³². Dans sa préface, Ludolf Herbst explique que l'objectif des organisateurs était d'approcher sous différents angles les multiples problèmes des origines de l'Allemagne de l'Ouest. L'ouvrage contient une vingtaine d'articles, pour la plupart provenant des spécialistes allemands, américains et britanniques. Il est groupé en cinq chapitres.

La première partie du livre est consacrée aux différents projets des Alliés concernant l'Allemagne. Pour les Etats-Unis, David Schönbaum tient au fait que jusqu'en 1945 la question de l'avenir de ce pays n'a pas joué un rôle important dans les calculs américains. A Washington on ne changea d'attitude qu'à partir du moment où l'on s'aperçut de l'importance du problème face à la nouvelle situation internationale. Cela n'a guère empêché les Américains de réagir

hungsphase der Bundesrepublik Deutschland (1947–1952), Frankfurt/M. (Haag + Herchen Verlag) 1984.

32 Ludolf HERBST (Hg.), Westdeutschland 1945–1955. Unterwerfung, Kontrolle, Integration, München (Oldenbourg) 1986 (Sondernummer Schriftenreihe der Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte).

rapidement et d'adopter une politique plus ou moins pragmatique. Côté britannique, jusqu'en 1943 il n'était pas question d'occuper le territoire allemand. Dans sa contribution, Lothar Kettenacker souligne qu'à Londres on préféra, compte tenu de l'expérience de l'Empire, l'idée d'un contrôle indirect favorisant l'installation d'un gouvernement allemand provisoire. Ce ne fut pas la déclaration de Casablanca avec la formule de la «capitulation sans conditions» mais plutôt la situation militaire qui, dès 1944, provoqua un changement total. Le projet d'un conseil de contrôle allié pour l'Allemagne était né, d'une part du besoin de rétablir et de maintenir l'ordre dans le pays; d'autre part, et pour Londres c'était encore plus important, de l'intention d'assurer une politique en commun et de rattacher l'URSS à ses anciens alliés une fois la guerre terminée. En outre, c'était un moyen de confirmer la position de la Grande Bretagne pour qu'elle puisse rester parmi les grandes puissances.

Le cas de la France fut absolument différent, comme l'expose Wilfried Loth, car, malgré ses réclamations, établies encore par le Général de Gaulle, Paris ne disposa pas d'un plan sur l'avenir du voisin d'outre-rhin. Dépendant de l'appui des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, le problème qui se posait fut de regagner une position indépendante et d'assurer la sécurité du pays dans l'avenir. Ceci explique la stratégie poursuivie jusqu'en 1947: Examiner la situation internationale et essayer de réagir avec la plus grande flexibilité. Loth estime, que ce n'était pas une politique d'obstruction pure et simple. Paris avait plutôt essayé de se servir de ses moyens qui étaient extrêmement limités à cette époque. La preuve sont les propositions favorisant l'intégration de l'Allemagne dans une sorte de communauté européenne déjà lancées en 1946. Certes, il y avait plusieurs aspects de ce projet, mais il faut souligner ici que c'étaient ces propositions qui ont ouvert la voie vers une solution dans les domaines économiques et politiques.

A part l'article de Loth, ce premier chapitre ne révèle pas beaucoup d'éléments nouveaux sur l'état actuel des recherches. Il s'agit plus ou moins d'un bilan. Par contre, la deuxième partie offre des résultats plus intéressants. Le problème de la continuité et du changement de la situation politique et sociale pendant l'époque de Weimar et pendant la République fédérale, question principale de ce chapitre, doit être discuté de nouveau. Lutz Niethammer démontre, en résumant la discussion, que jusqu'aux années soixante-dix on avait plutôt mis l'accent sur le caractère exceptionnel de l'ère du nationalsocialisme qui dans l'histoire de l'Allemagne a créé une situation absolument différente et particulière. Depuis, et les articles de Christoph Weisz sur l'agriculture, de Klaus-Dietmar Henke sur la dénazification et notamment celui de Bernhard Diestelkamp sur la justice livrent de bonnes preuves, cette vue n'est plus unanimement partagée par les historiens. Prenons l'exemple de la justice: C'est un fait que la plupart des lois de l'époque de Weimar furent adoptées par la République fédérale, avec quelques modifications, bien entendu. Mais il est également vrai qu'il s'agissait du même code qui n'a pas cessé d'exister sous le régime de Hitler. En ajoutant d'autres dispositions, les nazis ont réussi à transformer l'esprit des lois sans être obligés de changer le texte. Incontestablement il y a ici une sorte de continuité bien particulière, qui est peut-être moins évidente que celle des personnes car en 1945 beaucoup de fonctionnaires et de juges sont restés dans leurs fonctions. Seuls ceux, qui à la suite de leur identification avec le nationalsocialisme semblaient être trop compromis furent remplacés, à la cour de justice comme à l'université. Les conséquences qui résultent de ces continuités ne sont pas toujours très nettes et les articles présentés dans cette partie de la conférence soulignent la nécessité de continuer les recherches dans cette direction.

Dans la troisième partie du livre les auteurs ont essayé de dresser un bilan de l'époque de l'occupation en évaluant l'influence des Alliés sur la future forme de la République. Les articles de Wolfgang Benz, John Gimbel, Josef Foschepoth et Rainer Hudemann sont trop riches en détails que l'on puisse les présenter dans tous leurs aspects. Mais il faut quand même attirer l'attention sur l'argument de Gimbel, qui présume que l'influence exercée par les Alliés n'a pas joué un rôle décisif. Selon lui, c'étaient plutôt les Allemands eux-mêmes qui, de fait, ont pris les responsabilités. Vus les exemples donnés par ses collègues, cela n'est guère convaincant. Il

y avait plusieurs cas, où les Alliés, en favorisant une des solutions possibles – comme par exemple pendant la discussion pour ou contre une socialisation de l'industrie en Hesse – n'ont pas accepté les propositions faites par la majorité des hommes politiques allemands. A part de cela, son résumé de la situation actuelle semble être justifié jusqu'à un certain degré. Apparemment il existe chez les Allemands (il faut peut-être ajouter de l'Ouest) une tendance à dire que les échecs du passé sont plus ou moins une conséquence des décisions imposées par les Alliés, quant aux succès, ils semblent pratiquement sans exceptions dus à la ruse des hommes politiques allemands de l'époque. Cette attitude, selon Gimbel, rappelle d'une certaine manière, la réaction quant au reproche de la responsabilité collective, qui, dans les années quarante et cinquante, a provoqué chez les Allemands de vives polémiques à la suite de certains jugements du comportement de l'un et de l'action de l'autre.

Le chapitre suivant traite des »hypothèques« héritées du Troisième Reich. Gotthard Jasper examine la poursuite judiciaire des responsables de crimes qui ont été commis sous le national-socialisme. En quelque sorte c'est le complément de l'article de Diestelkamp, mentionné précédemment, car il montre dans quelle mesure le maintien de certains juges et juges d'instruction dans leurs fonctions a attardé les enquêtes pendant près de vingt ans. C'est aussi un bon exemple pour illustrer l'interdépendance entre les intérêts politiques et la situation sociale, qui a marqué toute une époque. Les deux autres articles figurant dans cette section ne semblent pas toujours être à la hauteur des sujets traités. Pourtant il faut admettre qu'il s'agit encore de rapports provisoires sur des recherches actuellement en cours et qu'il n'existe pratiquement aucune étude jusqu'aujourd'hui qui traite le problème des réparations et de l'accord de Londres (l'article de Christoph Buchheim) ou la question des dommages-intérêts payés à la suite des négociations entre Bonn et Jerusalem (le sujet de Michael Wolffsohn).

La cinquième et dernière partie de l'ouvrage analyse la décision de 1955 c'est-à-dire l'intégration de la République fédérale d'Allemagne dans l'hémisphère occidentale. Alan S. Milward et Charles S. Maier dévoilent l'image d'une Europe unie, une image, qui était, selon eux, trop souvent glorifiée dans le passé. La formation d'un nouvel ordre politique en Europe dans les années cinquante ne serait en aucun cas le résultat, ni d'une »continuité de progrès«, ni de conclusions déduites des expériences du passé. Il s'agirait plutôt d'une politique de calcul bien raisonnable, basée sur les propres intérêts de chaque nation participante. Cette politique était destinée à garantir et non à aboutir à leurs existences. En renonçant dans une certaine limite à leur souveraineté, les différentes nations ont retrouvé un nouveau système de sécurité en Europe, qui ensuite a prouvé sa stabilité que même les Américains n'ont plus été capables de faire passer toutes leurs idées et propositions concernant l'Europe. Pour véritablement analyser ce processus d'intégration, il est indispensable, selon Maier, de distinguer trois dimensions différentes: le facteur économique, le besoin d'un nouveau système monétaire et enfin l'aspect militaire. Sur ce dernier point, Norbert Wiggershaus et Christoph Greiner, ne laissent aucun doute dans leurs articles que dès le début des discussions sur une éventuelle contribution allemande à leur propre défense, le gouvernement de Bonn fut mis au courant de la stratégie prévue et de la vraisemblance de l'utilisation des armes atomiques au cas d'une guerre en Europe centrale. Dans ce contexte, Greiner révèle quelques détails fracassants sur les projets du gouvernement Adenauer, mais étant donné que la République fédérale était devenue membre de l'OTAN, toute idée de concevoir une stratégie de défense indépendante devait inévitablement provoquer une crise dans le système de l'Alliance.

Il est dommage que l'éditeur de ce livre ne donne aucune explication dans la préface pourquoi on n'y trouve pas toutes les études présentées lors du colloque³³. En outre, il n'a pas fait le moindre effort afin de résumer, soit le déroulement de la conférence, soit les discussions

33 Pour le déroulement du colloque voir Arbeitsgemeinschaft außeruniversitärer historischer Forschungseinrichtungen in der Bundesrepublik Deutschland e.V. (Hg.), AHF – Informationen Nr. 10 du 28. 2. 1985.

qui y ont eu lieu. Manquant de ces informations élémentaires et indispensables, l'ouvrage fait parfois l'impression d'être incomplet. A ce propos il faut se demander pour quelle raison l'éditeur a préféré de clore cette collection d'articles avec une étude sur la République démocratique allemande de Dietrich Staritz, intitulée «*Zwischen Ostintegration und nationaler Verpflichtung. Zur Ost- und Deutschlandpolitik der SED, 1948–1952*». Ce bilan de la politique poursuivie par les dirigeants politiques à Berlin-Est, de toute façon un article soigneusement recherché, est la seule contribution consacrée à l'histoire de l'Allemagne de l'Est. Sous ces conditions et vu son emplacement, cela ressemble plutôt à une concession qu'à une obligation.

*

Est-ce qu'on peut et est-ce qu'il faut vraiment réduire l'objectif des recherches sur l'histoire de l'Allemagne après 1945 à l'interprétation des événements qui se sont déroulés à l'Ouest de la ligne de démarcation entre les zones occidentales et la zone soviétique? Bien entendu, c'est d'abord un problème de sources, car les archives soit à Moscou, soit à Potsdam, ne sont pour l'instant pas ouvertes aux chercheurs. Néanmoins il existe pas mal de moyens pour en tirer des informations. Mais quand on examine seulement quelques-unes des chroniques, parues récemment, qui ont été conçues pour rassembler toutes les dates et toutes les informations importantes sur la République fédérale et son histoire, il est évident qu'il existe déjà une telle tendance. Ni l'ouvrage de Lehmann³⁴, ni celui préparé par les éditeurs de la maison d'édition Ploetz³⁵, offrent beaucoup de renseignements sur les événements qui se sont déroulés à l'Est. Vu les différences entre l'évolution à l'Ouest et à l'Est, cette orientation semble plus ou moins acceptable en ce qui concerne les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt. Par contre pour l'époque de l'après-guerre immédiat et même pour les années cinquante, les choses se montrent plus si laires. Malgré ce défaut majeur, les deux ouvrages sont très utiles. Le livre de Lehmann est un mélange composé d'éléments chronologiques et systématiques, quant à l'autre, il ressemble plutôt à un manuel qu'à une chronologie pure avec tous ses commentaires, statistiques et illustrations.

Compte tenu de leurs conceptions différentes, il est difficile de faire son choix, d'autant plus que souvent les deux volumes se complètent. Cependant, il est évident que le livre publié par la maison d'édition Ploetz se réfère de façon claire et nette à la situation actuelle de l'Allemagne et aux questions importantes pour la République fédérale d'Allemagne d'aujourd'hui. Il contient, pour citer un seul exemple, peu d'informations sur le problème de la Sarre dans les années cinquante, l'autre livre par contre donne beaucoup plus de renseignements à ce propos, complétant ainsi le premier.

Mais revenons de nouveau au problème décrit au début de cet exposé: Quelques-unes des études sur l'histoire de l'Allemagne après 1945 présentées ici pourraient éventuellement donner l'impression que la recherche effectuée antérieurement s'est consacrée de plus en plus à la seule description et analyse des événements précédant la fondation de la République fédérale et de ses débuts en politique. Sans aucun doute cette impression ne résulte pas uniquement du choix des livres que nous avons présentés ici. Le problème que l'on a cité à plusieurs reprises dans ce contexte, c'est-à-dire l'impossibilité de l'accès libre à toutes les archives susceptibles de posséder des informations, constitue certainement une cause de cette évolution. Vue cette problématique, l'Institut für Zeitgeschichte à Munich a limité dès le début son plus récent projet de recherche portant sur l'histoire de l'Allemagne occidentale au sein du système des relations internationales aux années 1945 à 1955. C'est certes un procédé légitime,

34 Hans Georg LEHMANN, *Chronik der Bundesrepublik Deutschland 1945/49 bis 1983*, München (C. H. Beck) 1983² (Beck'sche Schwarze Reihe 235).

35 Ploetz. *Die Bundesrepublik Deutschland. Daten, Fakten, Analysen*, hg. von Thomas ELLWEIN und Wolfgang BRUDER unter Mitarbeit von Peter HOFELICH, Freiburg/Würzburg (Ploetz) 1984.

mais ce projet bien déterminé ne devrait pas faire oublier le cadre général, d'autant plus qu'il ne s'agit ici que d'un seul aspect quoique central d'un programme de recherches fondamentales intitulé «L'Allemagne après 1945» qui est lancé par la «Stiftung Volkswagenwerk».

Si l'on tient compte du fait qu'en dépit du travail déjà effectué la recherche dans ce domaine se trouve toujours à un stade initial, le moment semble-t-il n'est pas encore venu pour établir un bilan définitif. Le projet de la publication d'une histoire de la République fédérale en six tomes qui a été lancé et inspiré dans un esprit officiel a suscité une vive discussion révélant le malaise provoqué non sans raison, par les lacunes de connaissances complémentaires. En outre, cela s'explique par le contexte de l'élaboration de cette œuvre globale et l'accent qu'elle met sur le déroulement des événements. Comme les années en question sont toujours proches, la recherche risque, en effet, d'être assujettie à l'actuelle discussion politique en Allemagne – peu importe que ce soit volontairement ou involontairement. La polémique qui récemment a fait beaucoup de bruit parmi les historiens allemands³⁶ suite à la publication d'un article de Jürgen Habermas³⁷ qui en outre mettait en garde contre ce problème, a révélé le phénomène à un large public bien qu'il se soit agi au début d'une autre question. A long terme, un tel risque peut seulement être affronté avec succès si les projets de recherches déjà commencés sont poursuivis et complétés par d'autres études importantes. Ceci n'implique pas seulement l'analyse d'un nombre maximal de sources écrites actuellement disponibles, mais surtout la recherche de matériel nouveau ainsi que des enquêtes auprès de témoins qui encore vivant, comme Lutz Niethammer a essayé de le faire. Ses études³⁸ ont mis en évidence qu'exceptée une analyse des dossiers, ce n'est souvent qu'après l'exposé des événements et la description des conséquences des décisions politiques prises, que l'on peut évaluer leur portée et établir un jugement.

Compte tenu de cet aspect et du travail déjà effectué, il est certain que l'histoire de l'Allemagne après 1945 qui ne peut être étudiée et jugée que dans le cadre de l'évolution des conditions internationales de l'après-guerre, occupera encore longtemps non seulement les hommes politiques mais aussi les historiens.

36 Pour ne citer que quelques exemples voir Klaus HILDEBRAND, *Das Zeitalter der Tyrannen. Geschichte und Politik: Die Verwalter der Aufklärung, das Risiko der Wissenschaft und die Geborgenheit der Weltanschauung/Eine Entgegnung auf Jürgen Habermas*, dans: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* No. 174 du 31. 7. 1986; Joachim C. FEST, *Die geschuldete Erinnerung. Zur Kontroverse über die Unvergleichbarkeit der nationalsozialistischen Massenverbrechen*, dans: *ibidem* No. 199 du 29. 8. 1986; Eberhard JÄCKEL, *Die elende Praxis der Untersteller. Das Einmalige der nationalsozialistischen Verbrechen läßt sich nicht leugnen*, dans: *Die Zeit* No. 38 du 12. 9. 1986; Hagen SCHULZE, *Fragen die wir stellen müssen. Keine historische Haftung ohne nationale Identität*, dans: *ibidem* No. 40 du 26. 9. 1986; Martin BROZAT, *Wo sich die Geister scheiden. Die Beschwörung der Geschichte taugt nicht als nationaler Religionsersatz*, dans: *ibidem* No. 41 du 3. 10. 1986; Thomas NIPPERDEY, *Unter der Herrschaft des Verdachts. Wissenschaftliche Aussagen dürfen nicht an ihrer politischen Funktion gemessen werden*, dans: *ibidem* No. 43 du 17. 10. 1986; Hans MOMMSEN, *Suche nach der »verlorenen Geschichte«. Bemerkungen zum Selbstverständnis der Bundesrepublik*, dans: *Merkur* 40 S. 864–874; Christian MEIER, *Kein Schlußwort. Zum Streit um die NS-Vergangenheit*, dans: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* No. 269 du 20. 11. 1986. A l'origine de cette controverse fut la publication d'un article d' Ernst NOLTE, *Die Vergangenheit, die nicht vergehen will*, dans: *ibidem* du 6. 6. 1986; à voir également sa réplique, intitulé: *Die Sache auf den Kopf gestellt. Gegen den negativen Nationalismus in der Geschichtsbetrachtung*, dans: *Die Zeit* No. 45 du 31. 10. 1986.

37 Jürgen HABERMAS, *Eine Art Schadensabwicklung. Die apologetischen Tendenzen in der deutschen Zeitgeschichtsforschung*, dans: *Die Zeit* No. 29 du 11. 7. 1986. A voir également l'article du même auteur, intitulé: *Vom öffentlichen Gebrauch der Historie. Das offizielle Selbstverständnis der Bundesrepublik bricht auf*, dans: *ibidem* No. 46 du 7. 11. 1986.

38 LUTZ NIETHAMMER (Hg.), *»Die Jahre weiß man nicht, wo man die heute hinsetzen soll.« Faschismuserfahrungen im Ruhrgebiet*, et LUTZ NIETHAMMER (Hg.), *»Hinterher merkt man, daß es richtig war, daß es schiefgegangen ist.« Nachkriegserfahrungen im Ruhrgebiet*. Berlin/Bonn (Dietz) 1983 (*Lebensgeschichte und Sozialkultur im Ruhrgebiet*, Band 1 und Band 2).